

ment accroisse le nombre de cadres chargés sur place de l'application de ces programmes d'aide au développement.

L'autre secteur que le groupe de travail a étudié en profondeur a été celui de l'aide alimentaire. Le rôle de l'aide alimentaire d'urgence dans les cas de catastrophes ne saurait être remis en question. C'est plutôt le rôle que joue la fourniture d'une aide alimentaire permanente qui constitue un sujet de controverse. Il convient cependant de souligner que tous les pays du Sud ne dépendent pas d'une aide alimentaire. De fait, il y a eu certains progrès remarquables. Par exemple, l'Inde était aux prises avec une grave sécheresse il y a dix ans. D'autres pays lui ont immédiatement fait parvenir une assistance alimentaire massive, mais des milliers d'Indiens sont morts de faim. Il y a deux ans, l'Inde connaissait une autre grave sécheresse, mais grâce aux progrès réalisés dans le domaine de la production agricole le pays a pu subvenir à ses besoins et nourrir sa population grâce aux céréales cultivées et stockées en Inde.

● (1730)

Le gouvernement de l'Inde comme celui du Bangladesh est résolu à accorder la plus haute priorité à la production alimentaire. Nous pouvons donc nous rendre compte que l'autarcie en matière de production agricole est un objectif réaliste. Il arrive aussi que des gens meurent de faim non pas à cause d'une disette, mais à cause de leur pauvreté. Nous recommandons instamment qu'une assistance soit accordée aux plus démunis pour éviter une situation de ce genre.

Nous avons constaté durant nos discussions que l'assistance alimentaire a souvent aggravé les problèmes qu'affrontent les pays émergents. Quand on vient à dépendre de l'assistance alimentaire, on perturbe parfois l'équilibre du marché aux dépens de la production intérieure tout en enlevant aux gens leur esprit d'initiative et leur amour-propre. Nous avons donc résolu que l'assistance alimentaire du Canada ne serait qu'une mesure provisoire utilisée pour combler le déficit entre les besoins alimentaires et la production d'un pays.

L'aide alimentaire devrait s'inscrire dans un programme précis et bien intégré de production, programme où l'aide alimentaire cède graduellement la place à l'aide à la production alimentaire.

J'estime que ce sujet revêt trop d'importance pour être abandonné à des fonctionnaires qui, de peur de donner prise à la critique, pèchent par excès de prudence. La question des relations Nord-Sud doit être abordée avec imagination et enthousiasme, qualités qui ne figurent pas dans la plupart des descriptions de postes.

C'est parce qu'un sang nouveau est nécessaire que je demande aux députés de s'engager à demeure dans cette entreprise. Membres de l'équipe de travail, nous avons mis à profit nos déplacements pour nous familiariser avec les dures réalités avec lesquelles les pays en voie de développement sont aux prises. Nous avons vu de nos propres yeux les projets auxquels le gouvernement du Canada participe, de sorte que

Relations internationales

nous avons pu proposer de nouvelles façons de procéder. Quiconque a beaucoup vu peut avoir beaucoup retenu. Voilà pourquoi les députés devraient se rendre dans les pays auxquels le Canada vient en aide et avec lesquels il collabore à des projets de développement. Non seulement devraient-ils pouvoir constater par eux-mêmes ces réalisations, mais ils devraient encore les analyser et les critiquer.

Puis-je demander combien de temps il me reste, monsieur l'Orateur?

L'Orateur suppléant (M. Ethier): Une minute.

M. Fretz: Je termine en disant ceci: il est ironique que le premier ministre, lui qui est sensé s'intéresser vivement aux questions internationales, à la question Nord-Sud, soit incapable de résoudre le problème canadien est-ouest. Il semble se complaire à payer le pétrole mexicain, vénézuélien et arabe au cours mondial au lieu d'acheter du pétrole canadien à 75 p. 100 de ce cours.

Je trouve cela ironique: il semble vouloir résoudre les problèmes mondiaux alors qu'il ne parvient même pas à résoudre nos problèmes nationaux. Le monde souffre de difficultés réelles. C'est vrai. En tant que Canadiens, nous avons tout lieu d'être fiers de nos efforts, mais plus de Canadiens seraient prêts à se rallier à la cause du premier ministre s'il était plus sensibilisé à nos problèmes, plus capable et plus désireux de les résoudre.

● (1740)

[Français]

M. Louis Duclos (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le président, avant d'aborder l'étude de la résolution soumise par le Nouveau parti démocratique, je voudrais porter à l'attention de la Chambre le fait que nos amis de l'opposition officielle ont refusé à cette Chambre de lui consacrer une des journées désignées lui appartenant. Je pense que c'est une décision qui va attrister les progressistes conservateurs bien pensants, et j'en connais parmi mes amis siégeant de l'autre côté qui ont des horizons larges, qui s'intéressent de très près aux questions de politiques internationales, et qui seront d'autant plus peinés que leur parti a une histoire de contribution importante à la définition et à l'élaboration de la politique étrangère du Canada dans le passé.

Il est malheureux enfin que des considérations purement partisans n'aient pu être écartées, ne serait-ce que pour un jour. Il est décevant de constater que le Nouveau parti démocratique a délibérément choisi en cette deuxième journée du premier débat sur la politique étrangère tenu à la Chambre depuis plusieurs années d'ignorer certaines questions cruciales de l'heure, comme le dialogue Nord-Sud, qui a été si clairement situé dans sa véritable perspective hier et par le très honorable premier ministre (M. Trudeau) et par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacGuigan), et d'ignorer tout autant d'autres questions importantes comme le désarmement, la non-prolifération nucléaire, le droit de la mer, ainsi que la situation en Afrique et au Moyen-Orient, et ce pour permettre à son chef de reprendre les mêmes arguments qu'il nous avait déjà servis lors du débat du 9 mars dernier sur le